

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE 2 n° 2010 – 012 du 29 janvier 2010 modifiant l'arrêté préfectoral
du 9 février 2007 réglementant les activités de la Société SOFRA-METAUX
PRECIEUX INDUSTRIES, sise 11, rue Gustave Courbet à BAGNEUX**



**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment son article R. 512-31 du Livre V de la partie réglementaire,
- Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE 2 n° 2007-030 du 9 février 2007 actualisant la réglementation de l'ensemble des activités de récupération de métaux précieux exercées par la Société SOFRA-METAUX PRECIEUX INDUSTRIES sise 11, rue Gustave Courbet à BAGNEUX, classées sous les rubriques 167/c, 2546 (activités soumises à Autorisation avec antériorité), 1111/1/c, 1131/2/c, 1131/3/c, 1180/1, 2552/2, 2565/2/b (activités soumises à Déclaration) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu** le bilan de fonctionnement sur la période 1998-2008, fourni par l'exploitant par courrier du 12 novembre 2008,
- Vu** la déclaration de cessation d'activité en date du 9 décembre 2008 concernant le transformateur au PCB, classé sous la rubrique 1180/1 (activité soumise à Déclaration), éliminé du site le 21 novembre 2008,
- Vu** le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 19 décembre 2008 signalant, d'une part, que les caractéristiques du conduit du « four à fioul ou à gaz » ont été complétées, et d'autre part, que le site ne relève plus de la rubrique 1180, et estimant qu'il convient, en conséquence, de modifier les conditions 1.2.1. (liste des installations classées) et 3.2.3. (conditions générales de rejet) de l'arrêté préfectoral du 9 février 2007 précité,
- Vu** la lettre en date du 21 avril 2009, notifiée le 28 avril 2009, informant le responsable de la Société SOFRA-METAUX PRECIEUX INDUSTRIES des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST),
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 12 mai 2009,
- Vu** la lettre du 11 juin 2009, notifiant le 18 juin 2009 à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral, tel qu'il a été validé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 12 mai 2009,

Vu l'absence d'observations de l'exploitant dans le délai de quinze jours à compter de la réception du projet d'arrêté,

Considérant que les conditions d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : RESPECT DE PRESCRIPTIONS

La société SOFRA-METAUX PRECIEUX INDUSTRIES est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur le territoire de la commune de BAGNEUX, au 11, rue Gustave Courbet, en application de l'arrêté préfectoral du 9 février 2007 réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur le site.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE REJET

Le présent arrêté abroge la condition 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 9 février 2007 et la remplace par les dispositions suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit « atelier cyanure »	7	0.315	2100	7,5
Conduit « réacteurs de dissolution de l'argent et atelier chimie »	12	0.315	6000	21,5
Conduit « four à fioul ou à gaz »	16	0.5 sur 0.5	1100	1,2

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le présent arrêté modifie la condition 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 9 février 2007 par la disposition suivante : le site n'est plus classable sous la rubrique 1180.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Recours contentieux :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 514-6 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise – 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise Cedex).

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise – 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise Cedex) dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation (Article L. 514-6 – I - 2°).

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot Curie - 92013 Nanterre Cedex,
- soit un recours hiérarchique auprès M. le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, 20, avenue de Ségur - 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

ARTICLE 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la Société SOFRA-METAUX PRECIEUX INDUSTRIES ;
- d'autre part, à la Mairie de Bagneux, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 6 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ANTONY,

Mme le Maire de BAGNEUX,

M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,

M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

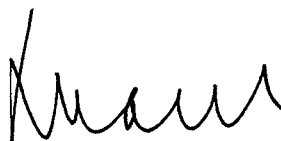
Nanterre, le 29 JAN. 2010

Pour Ampliation

**L'Attaché Principal
Chef de Bureau**

Fabrice FAUCHER

Le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Didier MONTCHAMP

